

RECENSION CRITIQUE

Huvé, Sophie. 2015. *La Russie et l'ONU : L'Organisation des Nations unies, cadre et instrument de la politique extérieure russe (1999-2015)*. Paris : Éditions L'Harmattan.

Plusieurs commentateurs d'actualité internationale considèrent la Russie actuelle comme profondément antiaméricaine. Certains avancent même que les relations entre la Russie et les États-Unis se cristallisent vers une nouvelle guerre froide. Le livre de Sophie Huvé s'avère pertinent puisqu'il dégage plusieurs éléments de cette politique extérieure russe. En fait, l'objectif de sa recherche est d'examiner les stratégies russes au sein de l'instance onusienne entre 1999 et 2015. Pour y arriver, Huvé scrute les résolutions dans lesquelles la Russie a participé. En ce sens, plusieurs organes l'Organisation des Nations unies (ONU) sont ciblés. Principalement, il s'agit du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Dans une moindre mesure, l'auteure analyse aussi l'impact au sein d'organes auxiliaires comme le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ou le Conseil des droits de l'homme. Finalement, l'auteure incorpore des éléments de la politique nationale (russe) de sécurité et des déclarations de membres influents en Russie.

Avec ces diverses sources d'informations, Huvé réussit à discerner quelques stratégies de la Russie. L'une d'elles serait d'interpréter la Charte des Nations unies. En réalité, la délégation russe façonnerait les principes de cette charte en fonction de ses intérêts nationaux. À cet égard, l'intégrité territoriale, la souveraineté étatique et la non-ingérence seraient obligatoires lors d'une médiation internationale, tandis que les droits de la personne seraient des principes plutôt modifiables. Comme exemple, l'auteure présente le cas syrien. Bien qu'accusé de violations du droit humain, le gouvernement syrien aurait encore l'appui russe. La Russie justifierait cette position en mentionnant que le régime syrien demeure le seul apte à résoudre le conflit interne.

Une autre stratégie russe serait de participer à l'élaboration de définitions à l'ONU. L'un de ces concepts est une « valeur morale fondamentale ». Pour l'administration russe, les droits de l'Homme sont parfois contradictoires avec ces valeurs. Une valeur morale fondamentale serait en fait une pratique ancestrale, devenue coutume pour une civilisation. Elle serait alors devenue tout à fait légitime. Une autre notion importante pour la délégation est le terrorisme. Pour celle-ci, ce concept doit amalgamer l'extrémisme et la dissidence pour ne former qu'une seule et même idéologie. Grâce à cette définition, les rebelles tchéchènes sont à la fois des dissidents et des terroristes.

Une dernière stratégie soulevée par l'auteure serait de contester l'hégémonie américaine, tout en proposant une solution à celle-ci : une « société internationale juste ». Cette société serait en réalité un ordre international multipolaire. Pour ce faire, les discussions avec les pays émergents et en voie de développement devraient être plus abondantes. Avec ce plan, la Russie se présenterait comme un défenseur des pays marginalisés. Comme méthode, la Russie utiliserait les forums de l'ONU pour contester les actions américaines. Aussi, ils appuieraient les résolutions des pays du BRICS¹. Enfin, la Russie proposerait des solutions moins « occidentales ». L'auteure l'illustre ce point par la position médiane russe face à l'accord sur le nucléaire iranien en 2015 et par ses propositions de coalitions durant le conflit syrien.

Selon l'auteure, ces stratégies ont varié au fil des mandats du gouvernement russe. Au début de son premier mandat, l'administration Poutine utilisait pleinement l'ONU comme un levier diplomatique. Afin de compenser sa faiblesse militaire et économique, les mécanismes onusiens présentaient des avantages. Le Conseil de sécurité en tête était un moyen pour résoudre des conflits. L'auteure évoque comme exemple l'implication russe dans la guerre afghane en 2004. Conjointement, Moscou et Washington avaient lutté contre les talibans. Paradoxalement, la Russie s'insurgeait aussi contre les interventions de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) au Kosovo et dénonçait le penchant antiserbe de la direction du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

¹ Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

À partir de 2007, l'auteure remarque un durcissement du ton dans les discours russes. Durant la Conférence de Munich sur la sécurité, le président russe affirmait être marginalisé dans les processus de décisions. Il exigeait également la fin de l'ordre unipolaire américain. Présenté comme le point de rupture, ce discours annoncerait le désengagement de la Russie à l'ONU, autant en matière de missions de paix qu'en matière de rédaction de résolutions. Bien que critiquant l'approche américaine, la Russie a décidé d'opter pour des pratiques unilatérales. Les exemples cités sont les guerres en territoire géorgien et ukrainien (en 2008 et en 2014 respectivement).

Ainsi, l'auteure conclut qu'il y a des différences notables entre le discours et la réalité. La société internationale juste, présentée comme un ordre multipolaire, servirait avant tout les intérêts russes. La Russie voudrait conserver ses privilèges, dont son statut de membre permanent au Conseil de sécurité. En fait, il ne modifierait les règles du jeu que s'il est gagnant. Un autre paradoxe serait de vouloir agir différemment du gouvernement américain et en même temps agir en concert avec lui. En réalité, Huvé souligne que les résolutions écrites entre les deux administrations ont augmenté de 2007 à 2015 au Conseil de sécurité. Enfin, l'auteure remarque le manque de *leadership* concernant ce nouvel ordre mondial. Il y aurait un manque de cohésion des pays du BRICS à l'Assemblée générale et au Conseil des droits de l'homme. Le dernier constat est la participation russe beaucoup moins active à l'ONU. Bref, malgré une volonté politique d'offrir une solution alternative, la Russie ne serait pas encore un *leader*.

Pour démontrer l'instrumentalisation de l'ONU par la Russie, Huvé fait preuve d'une grande rigueur documentaire. Effectivement, l'auteure fait une analyse exhaustive de résolutions à l'intérieur de plusieurs organes onusiens. Également, l'auteure présente en annexe plusieurs tableaux pertinents pour quantifier et qualifier la participation russe. Finalement, l'auteure s'intéresse à la perception du gouvernement russe en citant les propos de ses dirigeants. Le livre comporte toutefois des lacunes. L'une de celles-ci est la portée limitée de son objet d'étude. Comme il est mentionné par l'auteure, l'ONU est devenue un outil secondaire pour la Russie. Ainsi, la monographie n'explique que partiellement la politique étrangère russe. Cela s'aperçoit par le manque de référence au domaine économique ou énergétique. Ce sont pourtant des aspects importants de la politique étrangère russe. Bref, la réalité onusienne n'est pas directement celle de tous les enjeux internationaux.

Malgré les limites constatées par l'auteure, le livre nous ouvre vers d'autres sujets similaires. Huvé avance que l'Asie est devenue une priorité russe. Du coup, elle détaille sommairement son implication au sein d'organismes régionaux tels que l'Organisation de coopération de Shanghai et la Communauté des États indépendants. Étudier ces institutions serait alors pertinent pour connaître davantage la politique externe russe.

Jessy Benoit
Université de Sherbrooke